

A l'approche de l'été, des familles bientôt à la rue

Les Hauts-de-Seine ont établi de nouveaux critères d'hébergement, plus restrictifs

 Pour de nombreuses familles hébergées par le 115, soit le Samusocial, à Paris, et le Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) dans tous les autres départements, l'approche de l'été signifie le retour à la rue. L'association Droit au logement voit ainsi, depuis quelques semaines, arriver dans ses permanences des familles à qui l'on a dit, ou parfois écrit, que leur "*prise en charge hôtelière ne serait pas renouvelée*".

Mme R. et son enfant âgé de 4 ans ont ainsi été mis à la porte, fin avril, de l'hôtel de Rueil-Malmaison où ils habitaient depuis deux ans : "*On m'a expliqué qu'il y avait une réforme et que je ne rentrais plus dans les critères car mon enfant avait plus de 4 ans*", raconte-t-elle. Le SIAO des Hauts-de-Seine a, en effet, modifié sa politique d'accueil et signifié à quelque 200 familles la fin brutale, sans solution, de leur hébergement. Désormais ne seront accueillies dans le 92 que les familles avec enfants de moins de 4 ans ou handicapés, les femmes enceintes ou les personnes victimes de violences conjugales.

Un accompagnement menacé

"*Le nombre de nuits d'hôtel, dans notre département jusqu'ici plutôt accueillant, a beaucoup progressé ces dernières années, passant de 438 000 nuitées, en 2013, à 1,3 million en 2017*", détaille Jean-François Burgos, administrateur du pôle d'associations gestionnaires de la plate-forme. *A notre corps défendant, nous devons donc établir de nouveaux critères.* ""*Tout cela est parfaitement illégal*, relève Florent Gueguen, directeur général de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS). *C'est une conséquence de la baisse des crédits d'Etat, de 9 % en 2018, ressentie d'autant plus fort en Ile-de-France que cette région absorbe, à elle seule, 875 millions d'euros, soit la moitié des crédits pour la France entière.*"

Ces expulsions ruinent souvent des mois d'accompagnement. La famille Guino avec ses deux enfants, par exemple, venue du Sénégal et hébergée en hôtel, à -Paris, depuis dix-huit mois, est dans l'angoisse de la fin de sa prise en charge dès ce mercredi 30 mai, le dernier enfant venant d'avoir 4 ans. Le couple a pourtant un parcours exemplaire, après avoir obtenu ses papiers en 2016, et -décroché, pour lui, un CDI dans un restaurant chic du 8e arrondissement qui le fait se lever chaque matin à 5 h 30, et, pour elle, un emploi d'agent d'entretien : "*J'ai tapé à toutes les portes et fait toutes les démarches du monde*", témoigne la mère, Kadidiatou. *Nous sommes en principe prioritaires pour un logement social, mais, sauf miracle, nous serons à la rue à la fin de la semaine*", se désole-t-elle.

A Lyon, le collectif Jamais sans toit tambourine aux portes des institutions et n'hésite pas, au fil des fermetures des places hivernales, à recueillir les familles dans des écoles où elles viennent dormir après la classe. Ici, le critère d'hébergement est de compter, dans la famille, un enfant âgé de moins de 1 an : "*On ne comprend rien à la logique qui consiste à vider puis à remplir à nouveau les centres d'hébergement, à accorder in extremis quelques nuits d'hôtel...* C'est kafkaien", commente Virginie Roussel, bénévole dans ce collectif. "*Les familles sont prévenues à la dernière minute, c'est inhumain*", juge Raphaël Vulliez, lui aussi bénévole. *Et quand les écoles fermeront, le 6 juillet, nous retrouverons toutes ces familles sur le trottoir et dans les parcs.*"

A Paris, la situation est plus tendue encore en raison du campement de migrants dit " du Millénaire ", dans le 19e arrondissement. "*Sur les 5 000 places pérennisées promises, fin mars, par le gouvernement, 1 900 le seront à -Paris, soit un effort significatif*", souligne Jean-Martin Delorme, chargé de l'hébergement à la -préfecture d'Ile-de-France, qui -conçoit qu'une baisse de 9 % des crédits a été annoncée.

La promesse d'Emmanuel Macron, le 28 juillet 2017, de "*ne plus avoir des hommes, des femmes dans la rue, dans les bois*" s'éloigne encore un peu plus.

Isabelle Rey-Lefebvre

© Le Monde

◀ article précédent

Bientôt une loi pour interdire le...

article suivant ▶

Toni Nadal : " Les joueurs ne réfléchissent..."